

Nouvelles locales du mardi 07 avril 2015

@rib News, 07/04/2015 ĩ Politique - Alors que la pÃ©riode donnÃ©e par la CENI aux diffÃ©rents candidats aux Ã©lections communales et lÃ©gislatives de dÃ©poser les piÃ©ces exigÃ©es prend fin ce mercredi, les candidats Ã ces Ã©lections dans les provinces de Bujumbura, Mairie de Bujumbura, Gitega, Ruyigi nÃ©ont pas encore dÃ©posÃ© ces dossiers. Ils prÃ©cisent que les administrateurs communaux ne sont pas disponibles pour signer lesdits documents comme plus particuliÃ©rement lâ€™attestation de rÃ©sidence qui est fortement recommandÃ©e. Les CEPI dans ces provinces confirment cette absence de candidats jusque ce mardi et annoncent quâ€™ils attendent quâ€™au moins une candidature soit dÃ©posÃ©e. Ils prÃ©cisent qu'ils vont donner le rapport au niveau national tel quâ€™il est pour que des dispositions qui sâ€™imposent soient prises.

[rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

- Lâ€™ADC-Ikibiri trouve que les administrateurs communaux ne sont pas en train de se comporter comme le ministre de l'IntÃ©rieur leur avait recommandÃ© en ce qui est de lâ€™octroi des piÃ©ces aux candidats. Le prÃ©sident de cette coalition partis politiques de lâ€™opposition trouve quâ€™ils ont mÃ©me procÃ©dÃ© Ã la hausse du prix de lâ€™attestation de rÃ©sidence de 500Fbu Ã 2000Fbu. LÃ©once Ngendakumana affirme ainsi que cela cause des problÃ©mes du moment que certains ne peuvent pas avoir cet argent et prÃ©fÃ©rent abandonner. LÃ©once Ngendakumana ajoute quâ€™ils vont donner la liste et les documents disponibles seulement et informer Ã la CENI que les concernÃ©s continuent de chercher les documents manquants. Il demande la prolongation dâ€™une semaine de cette pÃ©riode. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro] - La CENI confirme quâ€™elle nÃ©a jusquâ€™Ã prÃ©sent reÃ©u aucune candidatures de ceux qui veulent se faire Ã©lire dans les Ã©lections communales et lÃ©gislatives. Le porte-parole de cette commission ajoute pourtant que certains indÃ©pendants et certains partis politiques ont dÃ©jÃ dÃ©posÃ© leurs logos Ã la CENI. Prosper Ntahorwamiye annonce ainsi quâ€™une dÃ©cision sera aprÃ©s avoir reÃ©u les rapports de tous les CEPI et reconnaÃ©t lui aussi que les administrateurs ne facilitent pas la tÃ¢che aux candidats. Il a Ã©galement prÃ©cisÃ© que les listes de ceux qui ont Ã©tÃ© rÃ©-enrÃ©gistrÃ©s sont affichÃ©es depuis et que les Ã©ventuels recours sont attendus dans les trois jours qui suivent et que les listes dÃ©finitives seront affichÃ©es dâ€™ici la fin de ce mois dâ€™avril ou dÃ©but mai. [isanganiro/bonesha/rpa] - Le professeur Gertrude Kazoviyo trouve que le pouvoir actuel au Burundi est entre les mains du seul prÃ©sident de la RÃ©publique. Selon cet analyste du discours, il est en effet incomprÃ©hensible dans un Etat dÃ©mocratique qui consacre la sÃ©paration des pouvoirs quâ€™un ministre membre lâ€™exÃ©cutif perturbe les travaux et les missions des prÃ©sidents du parlement pour des raisons non fondÃ©es. Elle trouve qu'il y a empiÃ©tement des pouvoirs du lÃ©gislatif au dÃ©triment de la bonne gouvernance dÃ©mocratique. Donnant lâ€™exemple de la pÃ©nurie de lâ€™essence dans les jours passÃ©s, elle trouve tout de mÃ©me quâ€™au sein du gouvernement, il y a cette mainmise de la prÃ©sidence puis que les ministÃ©res concernÃ©s ne se sont pas exprimÃ©s jusquâ€™Ã ce que ce soit le conseiller Ã la prÃ©sidence qui est venu tranquilliser aprÃ©s avoir entendu que les organisations de la sociÃ©tÃ© civile vont battre le pavÃ©. Elle estime donc que cela fait peur dans ces moments de prÃ©paration des Ã©lections. [rpa/bonesha] - Le parti CNDD-FDD prÃ©cise que ceux qui ont signÃ© la pÃ©tition demandant au prÃ©sident Nkurunziza de ne pas se prÃ©senter aux Ã©lections de 2015 et qui viennent de demander la tenue dâ€™un congrÃ©s pour dÃ©signer le candidat de ce parti Ã la prÃ©sidentielle nÃ©ont pas la compÃ©tence et surtout le droit. Le porte-parole de ce parti trouve que ces personnes ont Ã©cartÃ©es du parti CNDD-FDD selon les statuts de ce mÃ©me parti et quâ€™ils ne peuvent pas se prÃ©valoir des mÃ©mes titres pour faire des dÃ©clarations. Daniel GÃ©lase Ndabirabe prÃ©cise mÃ©me que le prÃ©sident de ce parti nÃ©a pas besoin de personnes puisque ce sont des brebis Ã©garÃ©es qui ne sont plus sur la liste des membres de son parti. Il dÃ©ploire tout de mÃ©me les propos de lâ€™ancien prÃ©sident de ce parti le dÃ©putÃ© JÃ©rÃ©mie Ngendakumana qui a annoncÃ© que le prÃ©sident actuel du CNDD-FDD nÃ©a pas respectÃ© les statuts de ce parti en rayant ces Bagumyabanga de la liste de ses membres. Selon Ndabirabe, ce nÃ©est pas Ã lui dâ€™apprÃ©cier et ces propos font penser que lui aussi a dÃ©sertÃ© au CNDD-FDD. SÃ©curitÃ© - Alors que beaucoup de personnes originaires de la province Kirundo continuent de fuir le pays par suite de la guerre en consÃ©quence du 3Ã©me mandat de Nkurunziza, le ministre de lâ€™IntÃ©rieur et celui de la solidaritÃ© nationale sâ€™Ã©taient rendus le week-end dernier au sud du Rwanda pour leur demander de rentrer. Pourtant, ils ont assurÃ© quâ€™ils peuvent pas revenir tant que les Imbonerakure continuent de leur faire peur. Selon eux, ils ont mÃ©me le droit de fuir sâ€™ils estiment que leur sÃ©curitÃ© est menacÃ©e. Ils dÃ©plorent le fait que lâ€™administrateur de la commune Bugabira ait fermÃ© les frontiÃ©res et y a placÃ© des jeunes Imbonerakure alors que ce sont les militaires qui sont chargÃ©s de ce travail. Ils trouvent ainsi quâ€™il y aurait un plan de les tuer puisque ce sont ces mÃ©mes Imbonerakure qui les avaient intimidÃ©s dans leurs mÃ©nages. [isanganiro/bonesha/rpa] - Le prÃ©sident de la RÃ©publique sâ€™est rendu ce mardi dans cette province de Kirundo pour sâ€™entretenir avec les responsables politico-sÃ©curitaires de cette rÃ©gion. Ils se sont rencontrÃ©s plus prÃ©cisÃ©ment sur la colline Gasumo de la commune Bugabira en province Kirundo. AprÃ©s cet entretien qui sâ€™est tenu Ã huis clos, le vice porte-parole de Nkurunziza a affirmÃ© que lâ€™entretien visait Ã prendre des mesures pour que la population qui a fui retourne au pays et que ceux qui restent ne fuient pas Ã leur tour. Ainsi, Louis Kamwenubusa a annoncÃ© que les administratifs et les natifs de cette province ont un dÃ©lai dâ€™1 mois pour convaincre les rÃ©fugiÃ©s pour quâ€™ils puissent retourner au bercail. Il a mÃ©me affirmÃ© que le prÃ©sident est prÃ©t Ã dÃ©bourser les fonds quâ€™ils auront besoin pour sâ€™y rendre. Au niveau interne, le numÃ©ro Un burundais a promis que dÃ©s la semaine prochaine, tous les membres du gouvernement vont sillonner tout le pays deux semaines durant portant un message dâ€™apaisement Ã lâ€™encontre de la population. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb/rtr] - La ligue des droits de lâ€™Homme Iteka trouve que chaque personne a le droit de fuir si elle estime que sa sÃ©curitÃ© nÃ©est pas garantie lÃ©oÃ© elle vit. Le prÃ©sident de cette association de dÃ©fense des droits de lâ€™Homme dÃ©ploire le comportement des administratifs dans la commune Bugabira de donner le pouvoir aux Imbonerakure de surveiller les frontiÃ©res empÃ©chant ainsi aux gens de fuir ce quâ€™ils qualifient dâ€™insÃ©curitÃ©. AnschÃ©re Nikoyagize estime que ce sont seulement les militaires qui sont chargÃ©s de surveiller les frontiÃ©res et sâ€™ils ont besoin dâ€™un renfort, ce nÃ©est pas dans les jeunes affiliÃ©s aux partis politiques quâ€™ils iraient le chercher. Il trouve que le comportement de ces jeunes affiliÃ©s au parti au pouvoir causent des maux depuis longtemps Ã la population et cela malgrÃ© les cris des uns et des autres et que donc il est illogique que ce soient eux qui vont leur empÃ©cher de sâ€™en

aller alors même qu'ils sont à l'origine de ce départ. Ainsi, il demande à l'armée de suivre de près cette situation de tout le monde. [isanganiro/bonesha/rpa]